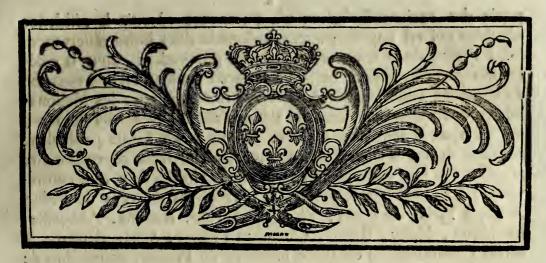
Case falso FRC 27405



ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

Qui ordonne que le Chapitre ordinaire des Cordeliers conventuels de la province de France, sera tenu au couvent de Pontoise, en présence des Commissaires qui seront nommés par Sa Majesté.

Du 7 Juillet 1786.

Extrait des Registres du Conseil d'État.

L des actes de la Congrégation intermédiaire des Frères-mineurs Cordeliers conventuels de la province de France, qui s'est tenue au couvent de Beauvais, le 24 octobre 1785 & jours suivans, desquels actes il résulte que les constitutions générales dudit Ordre ne sont point exécutées dans les Communautés de ladite province, soit en ce qui concerne les affiliations, en sorte que la majeure

THE POPULARY

partie des anciens Religieux n'a pu encore obtenir la résidence régulière qui est impérativement ordonnée dans ladite observance, soit à l'égard de la tenue des Chapitres provinciaux, dont la célébration perpétuellement indiquée hors du centre, est une occasion de dépenses considérables & de taxes ruineuses pour les Maisons, soit enfin en admettant dans les définitoires des Religieux qui n'ont pas les qualités requifes, ou qui, soumis à des statuts particuliers auxquels ils ont la liberté de renoncer, ne peuvent cependant être rappelés aux loix communes des provinces lorsqu'ils y sont contrevenus: Les requêtes & demandes des divers couvens de l'Ave-Maria à Paris, de Caen, Vire, Grandville, Amiens, Abbeville, Boulogne, Noify, Reims, Château-Thierry, Sens, Auxerre & autres Communautés de ladite province de France, au nombre de trente-deux, relativement à l'inexécution des constitutions: La requête du Commissaire général de ladite province, tendante à ce qu'il plaise. à Sa Majesté prévenir, par sa sagesse, les abus qui pourroient s'ensuivre au préjudice de la régularité, s'en rapportant au surplus à ce qui sera par Elle ordonné à ce sujet : Les déclarations des Supérieurs provinciaux des provinces de Saint Louis, de Touraine, d'Aquitaine, de Lorraine & de Saint Bonaventure, contenant, qu'en vertu desdites constitutions, les conventuels du grand Couvent de Paris n'ont jamais eu entrée aux définitoires desdites provinces; & finalement les statuts & constitutions des Frères - mineurs Cordeliers conventuels de l'Ordre de Saint François: Bref confirmatif du 9 novembre 1771, & Lettres patentes sur iceux, le tout dûment enregistré: Et Sa Majesté desirant en procurer & assurer l'exécution, Elle auroit résolu de faire connoître ses intentions à cet égard. A quoi voulant pourvoir : Qui le rapport; & tout considéré, LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne, que les constitutions des Frères-mineurs Cordeliers conventuels seront exécutées selon leur forme & teneur: En conséquence, veut & entend Sa Majesté que, par le Chapitre ordinaire de la province de France, qui sera tenu au temps prescrit par icelles, & néanmoins au couvent de Pontoise, en présence de tels Commissaires qui seront à cet effet par Elle nommés, il soit procédé aux affiliations ordonnées par lesdites constitutions: Enjoint Sa Majesté aux Religieux qui ne sont pas encore affiliés, d'adresser dans trois mois

au Supérieur de ladite province, leurs mémoires & demandes à ce sujet; comme aussi que par ledit Chapitre il soit procédé à la fixation des taxes & contributions dont chacune des Maisons sera tenue à l'avenir pour les frais & dépenses, tant des Chapitres provinciaux, que de ceux des visites régulières & accoutumées; le tout eu égard à la masse des revenus & charges annuelles desdites Maisons, & en proportion d'iceux; à l'esset de quoi sera par lesdites Communautés envoyé par leurs Députés audit Chapitre, un état de leur temporel dûment certifié, ainsi que du nombre des Religieux dont elles sont ou seront composées après les affiliations déterminées: Et finalement ordonne Sa Majesté qu'il ne sera admis au définitoire dudit Chapitre aucuns sujets qui en seroient nommément exclus par lesdites constitutions, ou qui n'auroient pas les qualités requises par icelles : Et sera le procès-verbal des séances & délibérations dudit Chapitre, présenté à Sa Majesté, pour être sur icelles ordonné ce qu'il appartiendra. FAIT au Conseil d'État du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le sept juillet mil sept cent quatre-vingt-six. Signé LE B.ON DE BRETEUIL.

The state of the s and the complete of the sound o collaborations in the bring restriction and the partition to or was long to a till it that religion to the r Kontrolly visit harmsonigeles about shipliff the former of 2 mo roussince Et Sulling and Lett be a little plant of the pl ta Beginblique. Contributions des Jos constantes a mention de La formes dus pour les Bed agence De l'Anagistrement, l'aris et las portant que les Percepteurs envercent au Preceveur modelliemen